

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2024/003348]

21 MARS 2024. — Décret modifiant le décret du 21 novembre 2013 relatif aux Centres culturels (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions modificatives***Article 1^{er}.** L'article 8 du décret du 21 novembre 2013 relatif aux Centres culturels est abrogé.**Art. 2.** Dans l'article 19, § 2, du même décret, les mots « le directeur » sont remplacés par les mots « la direction ». Dans le même paragraphe, le mot « il » est remplacé par le mot « elle ».**Art. 3.** Dans l'article 25 du même décret, le 6^o est remplacé par ce qui suit :« 6^o disposer d'un équivalent temps plein affecté à la direction, ou s'engager à en disposer dans les six mois de la reconnaissance. ».**Art. 4.** Dans l'article 36 du même décret, modifié par les décrets du 28 mars 2019 et du 13 octobre 2022, les modifications suivantes sont apportées :1^o à l'alinéa 1^{er}, les mots « leur avis, » sont remplacés par les mots « leur avis et » ;2^o au même alinéa, les mots « et l'avis de la Commission d'avis, » sont supprimés ;3^o à l'alinéa 2, les mots « parallèlement à la Commission d'avis » sont insérés entre les mots « remet son avis » et les mots « dans un délai de soixante jours ».**Art. 5.** Dans l'article 37 du même décret, modifié par le décret du 28 mars 2019, les modifications suivantes sont apportées :1^o à l'alinéa 1^{er}, les mots « leur avis, » sont remplacés par les mots « leur avis et » ;2^o au même alinéa, les mots « et l'avis de la Commission d'avis, » sont supprimés ;3^o à l'alinéa 2, les mots « parallèlement à la Commission d'avis » sont insérés entre les mots « remet son avis » et les mots « dans un délai de soixante jours ».**Art. 6.** Dans l'article 38 du même décret, le mot « nonante » est remplacé par le mot « soixante ».**Art. 7.** Dans l'article 41 du même décret, les mots « d'un an, renouvelable une seule fois, » sont remplacés par les mots « de deux ans ».**Art. 8.** Dans l'article 44 du même décret, les mots « 30 juin » sont remplacés par les mots « 15 décembre ».**Art. 9.** Dans l'article 58 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :1^o les mots « un poste de permanent à affecter au directeur » sont remplacés par les mots « un équivalent temps plein à affecter à la direction » ;2^o il est ajouté un alinéa rédigé comme suit :« La subvention à l'emploi pour le poste de direction est en partie incluse, à concurrence de maximum 14.808 euros, dans la subvention de fonctionnement prévue à l'article 66. Ce montant est lié à l'indice santé applicable au 1^{er} janvier 2023 et est indexé annuellement en suivant l'évolution de cet indice. ».**Art. 10.** Dans l'article 64 du même décret, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« L'aide visée à l'alinéa 2 ne peut être supérieure :

1^o à la subvention prévue à l'article 66 pour l'action culturelle générale, s'il s'agit d'une première reconnaissance ;2^o à la subvention accordée lors de l'année qui précède la reconduction, s'il s'agit d'une reconduction de reconnaissance. ».**Art. 11.** Dans l'article 76 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :1^o les alinéas existants sont regroupés en un paragraphe 2 ;2^o à l'alinéa 1^{er} de ce paragraphe 2, les mots « les services du Gouvernement constatent que » sont insérés entre le mot « si » et les mots « la ou les collectivités publiques associées octroient » ;3^o il est inséré, en début d'article, un paragraphe 1^{er} rédigé comme suit :« § 1^{er}. Si la ou les collectivité(s) publique(s) associée(s) se voit(ent) contrainte(s) de modifier la nature ou le montant de ses (leurs) contributions financières ou sous forme de services, elle(s) en informe(nt) préalablement le centre culturel et les services du Gouvernement et sollicite(nt) la convocation d'une réunion de concertation au sens de l'article 84. ».**Art. 12.** Dans l'article 79, § 1^{er}, alinéa 3, du même décret, il est ajouté un 7^o rédigé comme suit :« 7^o les modalités de concertation entre les services du Gouvernement et les collectivités publiques associées. ».**Art. 13.** Dans l'article 81 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :1^o à l'alinéa 1^{er}, les mots « 30 juin » sont remplacés par les mots « 15 décembre » ;2^o au même alinéa, les mots « , conjointement à sa demande de reconduction de reconnaissance visée à l'article 44, » sont insérés entre les mots « rapport général d'évaluation » et les mots « aux services du Gouvernement ».

Art. 14. Dans l'article 82 du même décret, modifié par le décret du 28 mars 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « Avant le 1^{er} novembre qui suit le dépôt du rapport général d'autoévaluation du contrat-programme » sont remplacés par les mots « Lorsque la demande de reconduction de reconnaissance est déclarée recevable conformément à l'article 33, § 1^{er} » ;

2° à l'alinéa 2, le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° au moins trois représentants du centre culturel, dont :

a) la direction ;

b) un membre du conseil d'administration issu de la chambre privée ;

c) un membre effectif du conseil d'orientation ; ».

Art. 15. Dans le même décret, l'article 83 est abrogé.

Dans l'article 85, § 3, alinéa 2, du même décret, les mots « du président » sont remplacés par les mots « de la présidence ».

Art. 16. Dans l'article 87 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « le directeur » sont remplacés par les mots « la direction » ;

2° il est ajouté un alinéa rédigé comme suit :

« Le comité de gestion est composé d'un nombre égal de membres issus de la chambre privée et de membres issus de la chambre publique. ».

Art. 17. L'article 88 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 88. Le centre culturel dispose d'un conseil d'orientation, composé :

1° de membres effectifs, désignés par le conseil d'administration sur proposition du personnel d'animation ;

2° de la direction et du personnel d'animation du centre culturel, qui en sont membres consultatifs de droit ;

3° éventuellement, de membres consultatifs complémentaires désignés par le conseil d'administration en son sein.

Les membres effectifs sont issus du tissu social, associatif, économique, culturel. Ils ne peuvent pas être simultanément membre de l'équipe professionnelle ou du conseil d'administration du centre culturel.

Le nombre de membres consultatifs ne peut jamais être supérieur au nombre de membres effectifs. ».

Art. 18. L'article 89 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 89. Un membre du conseil d'orientation siège avec voix consultative au conseil d'administration et à l'assemblée générale du centre culturel.

Il est désigné par le conseil d'orientation, parmi ses membres effectifs, en fonction de l'ordre du jour de la réunion à laquelle il est amené à participer. ».

Art. 19. Dans l'article 92 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, le premier alinéa est remplacé par ce qui suit :

« La direction du centre culturel est exercée :

1° soit, par une seule personne sous contrat de travail à temps plein ;

2° soit, conjointement par plusieurs personnes sous contrat de travail à temps plein ou à temps partiel, à condition que leur temps de travail cumulé représente au moins un équivalent temps plein. » ;

2° à l'alinéa 2 du même paragraphe, les mots « le contrat visé » sont remplacés par les mots « le ou les contrat(s) visé(s) » ;

3° à l'alinéa 1^{er} du paragraphe 2, les mots « du directeur » sont remplacés par les mots « de la direction » ;

4° au paragraphe 3, le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° experts, issus notamment de la direction d'autres centres culturels, d'organisations représentatives au sens de l'article 97 ou de porteurs d'un projet de coopération entre centres culturels ; »

5° au paragraphe 4, les mots « Le candidat à la fonction de directeur est invité » sont remplacés par les mots « Les candidats à la fonction de direction sont invités » ;

6° au paragraphe 6, le mot « directeur » est remplacé par le mot « direction ».

Art. 20. Dans l'article 93 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « le directeur » sont remplacés par les mots « la direction » ;

2° à l'alinéa 2, les mots « le premier classé » sont remplacés par les mots « le ou les premier(s) classé(s) » ;

3° au même alinéa, le mot « directeur » est remplacé par le mot « direction ».

Art. 21. Dans l'article 94 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « Le directeur » sont remplacés par les mots « La direction » ;

2° à l'alinéa 2, les mots « Le directeur » sont remplacés par les mots « La direction » ;

3° à l'alinéa 3, les mots « Le directeur » sont remplacés par les mots « La direction » ;

4° à l'alinéa 4, les mots « du directeur visé à l'article 92, § 1^{er} » sont remplacés par les mots « de la direction ».

Art. 22. Dans l'article 96 du même décret, les alinéas 3 et 4 sont abrogés.

Art. 23. Dans l'article 98 du même décret, modifié par le décret du 28 mars 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° les alinéas existants sont regroupés en un paragraphe 1^{er} ;

2° il est ajouté un paragraphe 2 rédigé comme suit :

« § 2. L'organisation représentative dont l'action fédérative est reconnue bénéficie d'une subvention à l'emploi conformément au décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française, dont la subvention visée à l'article 16 dudit décret pour un équivalent temps plein à affecter à la direction.

La subvention à l'emploi pour le poste de direction est en partie incluse, à concurrence de maximum 14.808 euros, dans la subvention de fonctionnement prévue au paragraphe 1^{er}. Ce montant est lié à l'indice santé applicable au 1^{er} janvier 2023 et est indexé annuellement en suivant l'évolution de cet indice. ».

Art. 24. L'article 114 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 114. § 1^{er}. Les services du Gouvernement établissent un rapport annuel d'exécution du présent décret, intégrant notamment :

1° une analyse relative à l'octroi, la reconduction et le retrait de reconnaissance d'actions culturelles ;

2° une analyse des flux budgétaires liés que l'octroi, la reconduction et le retrait de reconnaissance d'actions culturelles impliquent ;

3° une analyse particulière des crédits affectés aux centres culturels au titre d'action culturelle spécialisée.

§ 2. Le présent décret sera évalué au plus tard au cours de l'année 2027 et ensuite tous les cinq ans. Le Gouvernement arrête les modalités de cette évaluation.

Le Conseil supérieur de la Culture, la Chambre de concertation de l'Action culturelle et territoriale et l'Observatoire des politiques culturelles sont associés à l'évaluation visée à l'alinéa 1^{er}.

L'évaluation visée à l'alinéa 1^{er} est présentée au Gouvernement et ensuite transmise au Parlement. ».

CHAPITRE 2. — Dispositions finales

Art. 25. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa sanction, à l'exception des articles 9 et 23 qui produisent leurs effets au 1^{er} janvier 2024.

Les centres culturels reconnus au jour de l'entrée en vigueur du présent décret ont jusqu'au 1^{er} janvier 2025 pour mettre leur comité de gestion et leur conseil d'orientation en conformité avec les modifications apportées par les articles 16 à 18.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 21 mars 2024.

Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales,
des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique,
de l'Egalité des Chances et de la Tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,
Fr. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,
B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse et de la Promotion de Bruxelles,
Fr. BERTIEAUX

La Ministre de l'Education,
C. DESIR

—
Note

(1) *Session 2023-2024*

Documents du Parlement. – Projet de décret, n° 672-1 – Amendement(s) en commission, n° 672-2 – Rapport de commission, n° 672-3 – Texte adopté en commission, n° 672-4 – Amendement(s) en séance, n° 672-5 – Texte adopté en séance plénière, n° 672-6

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. – Séance du 20 mars 2024.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2024/003348]

21 MAART 2024. — Decreet tot wijziging van het decreet van 21 november 2013 betreffende de culturele centra (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Wijzigingsbepalingen

Artikel 1. Artikel 8 van het decreet van 21 november 2013 betreffende de culturele centra wordt opgeheven.

Art. 2. In artikel 19, § 2, van hetzelfde decreet worden de woorden « de directeur » vervangen door de woorden « de directie ».

In dezelfde paragraaf wordt het woord "hem" vervangen door het woord "haar".

Art. 3. In artikel 25 van hetzelfde decreet wordt 6° vervangen als volgt :

“6° over een voltijds equivalent beschikken dat toegewezen is aan de directie, of zich ertoe verbinden over een voltijds equivalent te beschikken binnen de zes maanden na de erkenning. ».

Art. 4. In artikel 36 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 28 maart 2019 en 13 oktober 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid worden de woorden « hun advies, » vervangen door de woorden « hun advies en » ;

2° in hetzelfde lid worden de woorden “en het advies van de Adviescommissie,” geschrapt;

3° In het tweede lid worden de woorden “samen met de Adviescommissie” ingevoegd tussen de woorden “brengt haar advies uit” en de woorden “binnen een termijn van zestig dagen”.

Art. 5. In artikel 37 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 28 maart 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid worden de woorden « hun advies, » vervangen door de woorden « hun advies en » ;

2° in hetzelfde lid worden de woorden “en het advies van de Adviescommissie,” geschrapt;

3° In het tweede lid worden de woorden “samen met de Adviescommissie” ingevoegd tussen de woorden “brengt haar advies uit” en de woorden “binnen een termijn van zestig dagen”.

Art. 6. In artikel 38 van hetzelfde decreet wordt het woord « negentig » vervangen door het woord « zestig ».

Art. 7. In artikel 41 van hetzelfde decreet worden de woorden “van één jaar, die een keer vernieuwd kan worden,” vervangen door de woorden “van twee jaar”.

Art. 8. In artikel 44 van hetzelfde decreet worden de woorden « 30 juni » vervangen door de woorden « 15 december ».

Art. 9. In artikel 58 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden “een betrekking van vaste medewerker die bestemd is voor de directeur” worden vervangen door de woorden “een voltijds equivalent dat bestemd is voor de directie”;

2° er wordt een lid toegevoegd, luidend als volgt :

“De tewerkstellingssubsidie voor de betrekking van directeur is gedeeltelijk, tot een maximum van 14.808 euro, inbegrepen in de werkingssubsidie van artikel 66. Dit bedrag is gekoppeld aan de gezondheidsindex die van toepassing is op 1 januari 2023 en wordt jaarlijks geïndexeerd volgens de evolutie van deze index. ».

Art. 10. In artikel 64 van hetzelfde decreet wordt het derde lid vervangen als volgt :

“De steun bedoeld in het tweede lid mag niet meer bedragen dan :

1° de subsidie bedoeld in artikel 66 voor de algemene culturele actie, in het geval van een eerste erkenning;

2° de subsidie toegekend in het jaar voorafgaand aan de hernieuwing, in het geval van een hernieuwing van de erkenning. ».

Art. 11. In artikel 76 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de bestaande leden worden samengebracht in een paragraaf 2;

2° in het eerste lid van deze paragraaf worden de woorden “de diensten van de regering stellen vast dat” ingevoegd tussen het woord “indien” en de woorden “het/de geassocieerde overheidsbestuur(en) gezamenlijk een lager bedrag dan het bedrag vastgesteld”;

3° Er wordt in het begin van het artikel een paragraaf 1 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 1. Indien de betrokken overheidsbestuur(en) genoodzaakt is (zijn) de aard of het bedrag van zijn (hun) financiële bijdrage(n) of in de vorm van diensten te wijzigen, stelt (stellen) hij/zij het cultureel centrum en de diensten van de regering hiervan van tevoren in kennis en verzoekt (verzoeken) hij/zij zij om een overlegvergadering in de zin van artikel 84. ».

Art. 12. In artikel 79, § 1, derde lid, van hetzelfde decreet wordt een 7° toegevoegd, luidend als volgt :

“7° de nadere regels voor het overleg tussen de diensten van de regering en de geassocieerde overheidsbesturen. ».

Art. 13. In artikel 81 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid worden de woorden « 30 juni » vervangen door de woorden « 15 december » ;

2° in hetzelfde lid worden de woorden “, samen met zijn aanvraag voor hernieuwing van de erkenning bedoeld in artikel 44,” ingevoegd tussen de woorden “algemeen verslag van zelfevaluatie” en de woorden “aan de diensten van de regering”.

Art. 14. In artikel 82 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 28 maart 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden “Vóór 1 november volgend op de indiening van het algemeen verslag van zelfevaluatie van de programma-overeenkomst” vervangen door de woorden “Wanneer de aanvraag tot verlenging van de erkenning ontvankelijk wordt verklaard overeenkomstig artikel 33, § 1”;

2° in het tweede lid wordt § 1 vervangen als volgt :

"1° ten minste drie vertegenwoordigers van het cultureel centrum, waaronder :

- a) de directie ;
- b) een lid van de raad van bestuur uit de private kamer;
- c) een werkend lid van de oriëntatieraad;"

Art. 15. In hetzelfde decreet wordt artikel 83 opgeheven.

In artikel 85, § 3, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « bij de voorzitter » vervangen door de woorden « bij het voorzitterschap ».

Art. 16. In artikel 87 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « de directeur » worden vervangen door de woorden « de directie » ;

2° er wordt een lid toegevoegd, luidend als volgt :

"Het beheercomité bestaat uit een gelijk aantal leden uit de private kamer en leden uit de openbare kamer. ».

Art. 17. Artikel 88 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 88. Het cultureel centrum heeft een oriëntatieraad die bestaat uit :

- 1° werkende leden, aangesteld door de raad van bestuur op voordracht van het animatiepersoneel;
- 2° de directie en het animatiepersoneel van het cultureel centrum, die van rechtswege raadgevende leden zijn;
- 3° in voorkomend geval, bijkomende raadgevende leden, aangesteld door de Raad van Bestuur onder zijn leden.

De werkende leden zijn afkomstig uit het sociale, associatieve-, economische en culturele gebied. Zij mogen niet tegelijkertijd lid zijn van het beroepsteam of van de raad van bestuur van het cultureel centrum.

Het aantal raadgevende leden mag nooit hoger zijn dan het aantal werkende leden. ».

Art. 18. Artikel 89 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 89. Een lid van de oriëntatieraad zetelt met raadgevende stem in de raad van bestuur en in de algemene vergadering van het cultureel centrum.

Het lid wordt aangesteld door de oriëntatieraad uit de werkende leden, volgens de agenda van de vergadering waaraan hij/zij zal deelnemen. ».

Art. 19. In artikel 92 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In paragraaf 1 wordt het eerste lid vervangen als volgt :

"De directie van het cultureel centrum wordt uitgeoefend door :

- 1° ofwel door één enkele persoon met een voltijdse arbeidsovereenkomst ;
- 2° ofwel gezamenlijk door meerdere personen met een voltijdse of deeltijdse arbeidsovereenkomst, op voorwaarde dat hun gecumuleerde arbeidstijd ten minste één voltijds equivalent vertegenwoordigt ;

2° in het tweede lid van dezelfde paragraaf worden de woorden "de overeenkomst bedoeld " vervangen door de woorden "de overeenkomst(en) bedoeld";

3° in het eerste lid van paragraaf 2 worden de woorden « van de directeur » vervangen door de woorden «van de directie » ;

4° in paragraaf 3 wordt 2° vervangen als volgt :

"2° deskundigen, met name uit de directie van andere culturele centra, representatieve organisaties in de zin van artikel 97 of initiatiefnemers van een samenwerkingsproject tussen culturele centra;"

5° in paragraaf 4 worden de woorden "De kandidaat voor het ambt van directeur word verzocht" vervangen door de woorden "De kandidaten voor het directieambt worden verzocht";

6° in paragraaf 6 wordt het woord « directeur » vervangen door het woord « directie » ;

Art. 20. In artikel 93 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « de directeur » vervangen door de woorden « de directie » ;

2° in het tweede lid worden de woorden "de eerste gerangschikte " vervangen door de woorden "de eerste geranschikte(n)";

3° in hetzelfde lid wordt het woord « directeur » vervangen door het woord « directie » ;

Art. 21. In artikel 94 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « De directeur » vervangen door de woorden « De directie » ;

2° in het tweede lid worden de woorden « De directeur » vervangen door de woorden « De directie » ;

3° in het derde lid worden de woorden « De directeur » vervangen door de woorden « De directie » ;

4° in het vierde lid worden de woorden « van de directeur bedoeld in artikel 92, § 1 » vervangen door de woorden « van de directie ».

Art. 22. In artikel 96 van hetzelfde decreet worden het derde lid en het vierde lid opgeheven.

Art. 23. In artikel 98 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 28 maart 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de bestaande leden worden samengebracht in een paragraaf 1;

2° er wordt een paragraaf 2 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 2. De representatieve organisatie waarvan de federatieve actie erkend is, geniet van een tewerkstellingsubsidie overeenkomstig het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap, met inbegrip van de subsidie bedoeld in artikel 16 van voormeld decreet voor een voltijds equivalent dat bestemd is voor de directie.

De tewerkstellingsubsidie voor het directieambt is gedeeltelijk, tot een maximum van 14.808 euro, inbegrepen in de werkingssubsidie bedoeld in paragraaf 1. Dit bedrag is gekoppeld aan de gezondheidsindex die van toepassing is op 1 januari 2023 en wordt jaarlijks geïndexeerd volgens de evolutie van deze index. ».

Art. 24. Artikel 114 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 114. § 1. De diensten van de regering stellen een jaarverslag op over de uitvoering van dit decreet, met in het bijzonder :

1° een analyse van de toekenning, hernieuwing en intrekking van erkenningen voor culturele acties ;

2° een analyse van de gebonden budgettaire stromen die de toekenning, de verlenging en de intrekking van de erkenning voor culturele acties met zich meebrengen;

3° een specifieke analyse van de kredieten die aan culturele centra worden toegekend voor gespecialiseerde culturele actie.

§ 2. Dit decreet zal uiterlijk tijdens het jaar 2027 en daarna om de vijf jaar worden geëvalueerd. De regering bepaalt de nadere regels voor deze evaluatie.

De Hoge Raad voor Cultuur, de Overlegraad voor culturele en territoriale actie en het Waarnemingscentrum voor het cultuurbeleid werken samen aan de evaluatie bedoeld in het eerste lid.

De evaluatie bedoeld in het eerste lid wordt voorgelegd aan de regering en vervolgens doorgestuurd naar het Parlement. ».

HOOFDSTUK 2. — Slotbepalingen

Art. 25. Dit decreet treedt in werking op de dag waarop het bekrachtigd wordt, met uitzondering van de artikelen 9 en 23, die uitwerking hebben met ingang van 1 januari 2024.

Culturele centra die erkend zijn op de datum van inwerkingtreding van dit decreet, hebben tot 1 januari 2025 de tijd om hun beheerscomité en de oriëntatieraad in overeenstemming te brengen met de wijzigingen die door de artikelen 16 tot 18 worden aangebracht.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 21 maart 2024.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor sociale promotie,

P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken,
Gelijke kansen en het toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,

Fr. DAERDEN

De Vicepresidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd en Promotie van Brussel,

Fr. BERTIEAUX

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

—
Nota

(1) *Zitting 2023-2024*

Stukken van het Parlement. - Ontwerp van decreet, nr. 672-1 - Commissieamendement(en), nr. 672-2 - Commissieverslag, nr. 672-3 - Tekst aangenomen tijdens de commissie, nr. 672-4 - Zittingsamendement(en), nr. 672-5 - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 672 -6.

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 20 maart 2024.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2024/003310]

21 MARS 2024. — Décret portant assentiment à l'accord de coopération du 8 février 2024 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française visant à la modification de l'Accord de coopération du 14 juillet 2021 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement des données liées au certificat COVID numérique de l'UE et au COVID Safe Ticket, le PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger qui effectuent des activités en Belgique, tel que modifié par les Accords de coopération du 27 septembre 2021 et du 28 octobre 2021 (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article unique. Assentiment est donné à l'accord de coopération du 8 février 2024 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française visant à la modification de l'Accord de coopération du 14 juillet 2021 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission